

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 25/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARKEMA FRANCE

Etablissement de Carling
BP 61005
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_ARKEMA_StSd_2025-11-14_RAPVI_MCB_02268
Code AIOT : 0006201781

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 04/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 22 octobre 2025 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA FRANCE

- Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201781
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold au sein de l'UO "Acrylates" le parc de stockage sud et le conditionnement sud.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque surpression/projection
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	PM2I du massif du réservoir 91R111 et de la cuvette de rétention C3	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 (partiel) et 25 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Colonne de lavage C110	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 7.2.VIII et 7.3.I (partiels)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nouvelle MMR "ZAS 150-2 détection de positionnement du bras de chargement"	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Nouvelle MMR "RV-IN-AU arrêt d'urgence au sud"	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Nouvelle MMR "LSH sur bras de chargement camion et wagon au Sud"	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	MMR "soupape PSV111R2"	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)	/	Sans objet
5	MMR "91AT111"	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)	/	Sans objet
6	MMR "sécurité de pression haute PSH111-2"	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)	/	Sans objet
7	MMR "sécurité de pression basse PSL111-2"	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)	/	Sans objet
8	MMR "sécurité de niveau haut 91LSH111-2"	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)	/	Sans objet
11	Rendement de la colonne de lavage C110	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 7.3.VI (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 22 octobre 2025 :

- la nécessité de transmettre dans un délai de 3 mois les justificatifs des actions correctives mises en œuvre pour corriger tous les désordres relevés au niveau du massif/fondation du réservoir 91R111 et de la cuvette de rétention C3 (cf. point de contrôle 9) ;
- la nécessité de préciser et justifier si la cheminée en sortie de la colonne de lavage C110 est une émission canalisée ou une émission diffuse non canalisée et les mesures prises pour assurer une bonne dispersion en cas d'émission canalisée (cf. point de contrôle n°10).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nouvelle MMR "ZAS 150-2 détection de positionnement du bras de chargement"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 03/09/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant date d'échéance qui a été retenue : 27/10/2024

<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 2.1.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2022-111 du 15 juin 2022 modifié</u></p> <p>"[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ; • la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ; • la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ; • la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ; • la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés. <p>et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées.[...]"</p> <p><u>Étude de dangers "Parcs de stockages et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023</u></p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats relatifs à la mesure de maîtrise des risques "détection de positionnement du bras de chargement (ZAS 150-2)" sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Nouvelle MMR "RV-IN-AU arrêt d'urgence au sud"

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, MMR</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 27/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 2.1.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2022-111 du 15 juin 2022 modifié</u></p> <p>"[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ; • la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ; • la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ; • la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ; • la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés. <p>et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices</p>

d'information susmentionnées.[...]"
<u>Étude de dangers "Parcs de stockages et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023</u>
Constats : Les constats relatifs à la mesure de maîtrise des risques "arrêt d'urgence au sud RVI-IN-AU" sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Nouvelle MMR "LSH sur bras de chargement camion et wagon au Sud"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 27/10/2024
Prescription contrôlée : <u>Article 2.1.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2022-111 du 15 juin 2022 modifié</u> "[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à : <ul style="list-style-type: none"> • l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ; • la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ; • la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ; • la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ; • la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés. et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées.[...]" <u>Étude de dangers "Parcs de stockages et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023</u>
Constats : Les constats relatifs à la mesure de maîtrise des risques "LSH au niveau du bras de chargement camion et wagon au sud LSH150-2" sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : MMR "soupape PSV111R2"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, MMR

<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 2.1.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2022-111 du 15 juin 2022 modifié</u> "[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ; • la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ; • la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ; • la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ; • la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés. <p>et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées.[...] »</p> <p><u>Étude de dangers "Stockages et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023</u></p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats relatifs à la MMR "soupape PSV111R2" sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : MMR "91AT111"

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, MMR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 2.1.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2022-111 du 15 juin 2022 modifié</u> "[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ; • la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ; • la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ; • la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ; • la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés. <p>et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées.[...] »</p> <p><u>Étude de dangers "Stockages et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023</u></p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats relatifs à la MMR 91AT111 sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : MMR "sécurité de pression haute PSH111-2"

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)</p>

Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : Article 2.1.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2022-111 du 15 juin 2022 modifié "[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à : <ul style="list-style-type: none"> • l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ; • la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ; • la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ; • la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ; • la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés. et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées.[...] » <u>Étude de dangers "Stockages et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023</u>
Constats : Les constats relatifs à la sécurité de pression haute PSF111-2 sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MMR "sécurité de pression basse PSL111-2"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : Article 2.1.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2022-111 du 15 juin 2022 modifié "[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à : <ul style="list-style-type: none"> • l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ; • la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ; • la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ; • la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ; • la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés. et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées.[...] » <u>Étude de dangers "Stockages et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023</u>
Constats : Les constats relatifs à la sécurité de pression basse PSL111-2 sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : MMR "sécurité de niveau haut 91LSH111-2"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 2.1.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : <u>Article 2.1.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2022-111 du 15 juin 2022 modifié</u> "[...] Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à : <ul style="list-style-type: none">• l'étude de dangers « Parcs de stockage et conditionnement Nord et Sud » d'août 2018 ;• la notice d'information du 18 février 2022 référencée ENV/FLT/L009/22 susvisée ;• la notice d'information du 1 avril 2019 référencée ENV/FLT/L014/19 susvisée ;• la notice d'information du 11 septembre 2020 référencée ENV/FLT/L027/20 susvisée ;• la notice d'information du 19 avril 2013 référencée ENV/FLT/L036/13 et du courrier du 5 mars 2014 référencé ENV/FLT/L014/14 susvisés. et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans l'étude de dangers et les notices d'information susmentionnées.[...] » <u>Étude de dangers "Stockages et conditionnement Nord et Sud" de juin 2023</u>
Constats : Les constats relatifs à la sécurité de niveau haut 91LSH111-2 sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : PM2I du massif du réservoir 91R111 et de la cuvette de rétention C3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 (partiel) et 25 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
Prescription contrôlée : <u>Article 6 (partiel)</u> "Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none">• les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et• les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et• [...] [...] A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8 [...] Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 : S'agissant des massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention : <ul style="list-style-type: none">• l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ;

- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2012.

[...]"

Article 25-III (partiel)

"[...] L'exploitant veille au bon état des rétentions. [...]"

Point 7.8.3 (partiel) du guide DT 92 de mai 2011 relatif à la surveillance des ouvrages de génie civil et structures (cuvettes de rétention et fondations de réservoirs)

"7.8.3 Ouvrages de classe 2

Les opérations correctives doivent être mises en œuvre : [...] au plus tard 5 ans après la date de validation de la fiche de surveillance [...]"

Constats :

Lors de la visite du 22 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que le réservoir 91R111 est implanté sur une galette en béton supportée par des poteaux en béton et des profilés métalliques au sein d'une cuvette de rétention en béton présentant des désordres. Ces ouvrages (réservoir, massif et cuvette de rétention) sont soumis au titre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII).

Par courriels des 12 et 13 novembre 2025, l'exploitant a transmis :

- la fiche d'état initial du massif/fondation du réservoir 91R111 du 26 janvier 2012 concluant que l'état général de l'ouvrage est bon ;
- la fiche d'état initial de la cuvette de rétention C3 où est implanté le réservoir 91R111 du 26 janvier 2012 concluant que l'état général de l'ouvrage est bon malgré la présence de désordres apparents ;
- le programme de surveillance du massif/fondation du réservoir 91R111 et de la cuvette de rétention C3 précisant notamment :
 - l'obligation d'une visite annuelle de surveillance, ce qui respecte la fréquence annuelle définie pour les ouvrages de catégorie II dans guide DT92 "Guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures - cuvettes de rétention et fondations de réservoirs" de mai 2011 ;
 - le niveau initial en 2012 et le niveau lors de l'inspection 2014 (D3) ;
 - le niveau lors des inspections de 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021 (D1) ;
 - le niveau lors des inspections de 2023, de 2024 et du 7 février 2025 (D2) ;
 - la programmation de travaux pour corriger les désordres en 2026 ;
- la fiche de surveillance du 7 février 2025 du massif/fondation du réservoir 91R111 et de la cuvette de rétention C3 précisant notamment :
 - la catégorie de l'ouvrage (catégorie II : ouvrages les plus critiques en terme de risque environnemental ou stockage de liquides inflammables) ;
 - la classe de l'ouvrage (classe 2 : désordres mineurs avec nécessité d'entretien spécialisé) ;
 - la réalisation de travaux en septembre 2015 ;
 - l'apparition de dégradations en 2018 (D1) et 2021 (D2) ;
 - l'absence de contrôle en 2022 suite à des travaux sur le bac 91R111 et l'enlèvement du bac 91R112 ;
 - l'apparition d'une nouvelle dégradation en 2023 ;
 - l'accentuation des dégradations lors de la visite du 25 mai 2024 ;
 - la nécessité de prévoir des travaux courant 2026.

L'exploitant précise :

- qu'un nettoyage de la rétention sera réalisé avant les travaux ;
- que les travaux prévus en 2026 porteront sur l'ensemble des désordres constatés (cassure localisée sur muret côté extérieur (D1), joints dégradés sur dallage (D1), fissure sur la périphérie du bac 91R112 (D1), végétation sur la galette du bac 91R112 (D1), végétation dans la rétention (D1), végétation sur la galette du bac 91R111).

L'inspection des installations classées rappelle que, en application du guide DT92 de mai 2011 susmentionné, pour les ouvrages de classe 2, les opérations correctives doivent être mises en œuvre au plus tard 5 ans après la date de validation de la fiche de surveillance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 6 mois, les justificatifs des actions correctives mises en œuvre pour corriger tous les désordres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Colonne de lavage C110

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 7.2.VIII et 7.3.I (partiels)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 7.2.VIII (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre COV DCAT/BEPE/n°2022-76 du 21 avril 2022 modifié

"Les bacs de stockage [...] 91R111, [...] sont équipés d'un dispositif de traitement des COV (colonne de lavage)."

Article 7.3.I (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre COV DCAT/BEPE/n°2022-76 du 21 avril 2022 modifié

"I.- Les points de rejet canalisés sont en nombre aussi réduit que possible et limités à la liste suivante.

Installation	Point de rejet
[...]	
Parc de stockage sud	Sortie de la colonne de lavage C110
[...]	

Article 3.2.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié

" [...] Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. [...]"

Étude de dangers "Stockages et conditionnement Nord et Sud de juin 2023" (extrait chapitre 8.3)

"Les événements [du réservoir 91R111] sont collectés vers la colonne de lavage à l'eau 91C110."

Constats :

Lors de la visite du 22 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté :

- en salle, que les bilans SME 2022, 2023 et 2024 transmis en avril de l'année N+1 affichent que la colonne de lavage C110 collecte les événements des réservoirs 91R111, 91R112 et 91R121 ;
- sur le terrain
 - la présence de 3 conduites historiquement reliées à la colonne de lavage C110 qui a son point de rejet sous le toit du bac :
 - l'événement du bac de stockage 91R112 qui a été démantelé ;
 - l'événement du bac de stockage 91R121 qui est platiné ;
 - seul l'événement du bac de stockage 91R111 via la soupape R1 est relié à la colonne de lavage C110.
 - la présence d'une alarme de débit bas d'eau d'alimentation de la colonne de lavage C110 (91FAL110) ;
 - le débit d'eau de la colonne de lavage C110 était supérieur à l'alarme de débit bas susmentionné ;
 - le point de rejet canalisé en sortie de la colonne de lavage est contre la paroi du réservoir 91R111 avec une hauteur inférieure à la hauteur du réservoir, ce qui constitue un obstacle susceptible de gêner la dispersion des gaz.

Par courriel du 12 novembre 2025, l'exploitant a notamment indiqué attendre la validation du guide d'interprétation de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 attendue en fin d'année 2025 afin de confirmer ou non que cette colonne de lavage C110 est à considérer comme une émission diffuse et non une émission canalisée du fait de la faible vitesse, de la variabilité des débits, des caractéristiques ne permettant pas une mesure selon les conditions des normes et des concentrations inférieures à 5 kgC/h.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 3 mois à l'inspection des installations classées :

- préciser et justifier si la cheminée en sortie de la colonne de lavage C110 est une émission canalisée ou une émission diffuse non canalisée ;
- les mesures prises et/ou prévues accompagnées du calendrier de réalisation afin de permettre une bonne dispersion des polluants dans l'air.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Rendement de la colonne de lavage C110

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 7.3.VI (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

" VI.- Les performances des systèmes de traitement des rejets canalisés sont vérifiées au moins une fois par an et respectent le cas échéant les valeurs suivantes :

Système de traitement final	Rendement minimal
[...]	[...]
Autres colonnes de lavage	98 %

[...] Les rendements du tableau du présent VI s'entendent comme la performance d'abattement au regard des émissions en composés organiques volatils qui seraient générées sans le système de traitement final.

Les performances des dispositifs de traitement pour lesquels un rendement minimal est prévu dans le tableau du présent VI sont précisées dans le bilan annuel des émissions visé à l'article 12 du présent arrêté et doivent pouvoir être justifiés sur simple demande de l'inspection des installations classées."

Constats :

Lors de la visite du 22 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que :

- les rendements de la colonne de lavage C110 affichés dans les bilans SME 2022, 2023 et 2024 transmis en avril de l'année N+1 respectent le rendement minimal requis par l'arrêté préfectoral de 98 % ;
- le rendement 2025 de la colonne de lavage C110 est établi par une note du service procédés du 21 octobre 2025 ;
- le rendement 2025 correspond à la moyenne du rendement calculé du 27 février 2025 et celui calcul du 9 juillet 2024 sur la base des résultats des mesures des émissions atmosphériques en sortie de la colonne de lavage par un organisme extérieur et l'estimation des COV en amont de la colonne de lavage ;
- le rendement de la colonne de lavage C110 du 27 février 2025 et celui du 9 juillet 2025 respectent le rendement minimal requis de 98% ;
- la présence d'un alarme de débit bas d'alimentation en eau de la colonne de lavage

(91FAL110) ;

- le débit d'alimentation en eau de la colonne de lavage C110 lors de la visite et lors des mesures du 27 février 2025 et 9 juillet 2025 était supérieur au seuil d'alarme de débit bas 91FAL110.

L'exploitant a indiqué que :

- le débit d'alimentation en eau de la colonne de lavage C110 a une incidence sur le rendement de la colonne ;
- la colonne de lavage C110 est auparavant alimentée en eau industrielle. Actuellement, elle est alimentée en eau déminéralisée et en secours, en eau industrielle ;
- ce changement de source d'alimentation en eau a considérablement réduit les opérations de maintenance.

Type de suites proposées : Sans suite